

d'isoler ces maisons ou d'en améliorer l'isolation, nous économiserions de l'énergie. Les propriétaires en bénéficieraient et nous créerions des emplois pour des Canadiens dans la production et l'installation des isolants. Parmi les documents que j'accumule comme critique en matière de logement, j'ai un document de travail de la SCHL qui révèle que les fabricants de matériaux isolants seraient prêts à accroître leur capacité de production s'il y avait une hausse sensible de la demande. Nous devons comprendre que nous ne pourrions pas faire augmenter la capacité de production sans que le gouvernement libéral adopte un programme en ce sens.

Les Canadiens doivent découvrir les avantages qu'il y aurait pour chacun de nous à suffire à nos besoins en pétrole brut; nous ne serions plus tributaires des fournisseurs étrangers et l'incertitude qu'éprouvent les Canadiens parce que nous n'avons pas de programme, disparaîtrait. En outre, le pétrole brut étranger nous coûte actuellement près de 3 milliards de dollars par année et l'effet de ces achats sur la balance des paiements est désastreux. Si nous mettions nos ressources en valeur, nous dépendrions moins du pétrole étranger, nous réduirions notre déficit, notre balance des paiements serait moins défavorable, mais surtout, nous créerions quelque 350,000 emplois pour les Canadiens.

Voilà quelle est la situation énergétique. Voilà quelles sont nos possibilités dans le domaine de l'énergie. Il est grand temps que nous essayions d'en tirer parti.

M. Maurice Foster (Algoma): Monsieur l'Orateur, je suis ravi d'avoir l'occasion ce soir de prendre la parole au sujet de la motion présentée par le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) et portant sur la politique énergétique. Le député m'a étonné en présentant une motion de ce genre, et je m'étonne que le critique officiel ne soit pas présent pour appuyer cette motion de l'opposition officielle. Le député d'Etobicoke-Centre lui-même n'est pas resté longtemps après avoir prononcé son discours. Quoi qu'il en soit, il est assez intéressant de constater que le député prétend qu'il y a actuellement une grave lacune du côté de la politique énergétique. Pourtant, si l'on se reporte juste douze mois en arrière, et que l'on examine la politique énergétique proposée par l'ancien gouvernement conservateur pendant son bref séjour au pouvoir, du 22 mai au 13 décembre, je ne me rappelle pas qu'il y ait eu alors abondance d'une telle politique.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre.

Le député de Victoria invoque le Règlement.

M. McKinnon: Monsieur l'Orateur, le député qui a la parole vient de faire allusion au fait que mon voisin de pupitre, le député d'Etobicoke-Centre a quitté la Chambre peu après avoir prononcé son discours. Il avait un engagement prévu depuis longtemps à remplir dans sa circonscription et il est allé à Toronto pour s'en acquitter. Je suppose que plusieurs autres fauteuils vides s'expliquent par des motifs du même ordre.

M. Foster: Monsieur l'Orateur, qu'on se rappelle une des premières actions du chef de l'opposition alors qu'il était premier ministre il y a un an. Le jour même où son gouvernement était assermenté, je crois, il annonçait que l'ambassade du Canada serait déménagée de Tel Aviv à Jérusalem. On se rappellera sûrement ce fiasco, et comment il a empoisonné nos relations avec les États arabes auxquels nous achetons une bonne partie de notre pétrole. Il est assez intéressant de noter que le député d'Etobicoke-Centre, alors ministre du Com-

L'énergie

merce, a dû passer presque tout son temps, pendant ses six à huit mois au pouvoir, à réparer les ravages de cette action désastreuse. Si l'on s'arrête à certaines autres initiatives de ce gouvernement pendant son bref séjour au pouvoir, on n'en voit pas émaner grand-chose comme politique énergétique. Pendant la campagne électorale de 1979, il s'était clairement engagé à éliminer Petro-Canada dès son accession au pouvoir. Mais peu de temps après celle-ci, il changeait d'avis. Si je me souviens bien, il décida ensuite d'en vendre une partie et de donner l'autre. Finalement, il décida d'en céder une partie, d'en vendre une autre, et enfin de garder la troisième. Cette compagnie pétrolière nationale, si active dans la prospection, le développement de réseaux de transport et bien d'autres domaines, s'est retrouvée aux limbes pendant le règne de neuf mois du gouvernement Clark.

On constate qu'une bonne partie du budget du 13 décembre concernait l'énergie. Pourtant, il a été rejeté par la Chambre des communes et par le pays lors des élections générales qui ont suivi. Ce budget ne comportait pas de politique énergétique à proprement parler puisqu'il se contentait de relever le prix du pétrole de façon substantielle. L'augmentation concernait le prix du baril lui-même et surtout la taxe d'accise et relevait au total le prix du baril de \$8 ou \$10.

Dans ce budget et au cours des neuf mois de gouvernement conservateur, peut-on dire qu'il y a eu des déclarations et des exposés de politique? Où voyons-nous que les intérêts du gouvernement fédéral ont jamais été protégés? Dans ce partage des bénéfices, les provinces productrices auraient retiré en cinq ans 48 milliards de dollars, l'industrie 29 milliards de dollars et le gouvernement fédéral de qui émanait le programme d'indemnisation des importateurs de pétrole et bien d'autres initiatives de ce type dans tout le pays en aurait seulement retiré 17 milliards de dollars. Pendant cette période de neuf mois on n'a pas annoncé un seul projet énergétique important.

● (2140)

En examinant, cependant, quelques-unes des mesures prises par les libéraux au cours des quatre ou cinq dernières années, nous trouvons un certain nombre de programmes touchant à l'économie d'énergie. Je pense au programme «Energise 10». En 1976, le gouvernement fédéral a décidé de réduire ses besoins énergétiques de 10 p. 100 au cours des quatre années suivantes. De 1976 à 1980, il a réduit sa consommation d'énergie de 10 p. 100 par an. Cela lui a permis de réduire ses dépenses en énergie de 100 millions de dollars annuellement. Le gouvernement s'est engagé à poursuivre cette réduction de 10 p. 100 sur les 10 prochaines années malgré la croissance de la Fonction publique et des activités gouvernementales. C'est une véritable réussite pour le gouvernement fédéral. C'est un bon exemple à donner à tout le pays.

En 1975, le gouvernement libéral a mis 10 groupes de travail sur pied dans les principales industries du pays. Son objectif était de réduire la consommation d'énergie de 12 p. 100 en cinq ans; de 1975 à 1980.

Ils viennent de se fixer un nouvel objectif. En cinq ans, les économies d'énergie doivent passer de 12 p. 100 à 23 p. 100, soit une augmentation de 11 p. 100. Il existe maintenant 15 groupes d'étude dans divers secteurs industriels qui travaillent à réduire la consommation d'énergie de l'industrie canadienne. C'est là un bel exemple de collaboration volontaire entre le